

le monde, mais je voudrais lui signaler que le Père Noël ne commence pas ses opérations en pillant la tirelire des enfants pour leur voler leurs petits sous... (*Applaudissements*) et pour les décevoir en leur laissant espérer qu'il va leur donner des cadeaux pour le développement social et pour le progrès social.

Or, c'est exactement ce qu'a fait le présent gouvernement. Il a volé les sous des pauvres en prélevant cette taxe, même avant qu'elle soit autorisée par la loi. Il les a volés afin de leur donner quoi? Seulement plus de taxes et une augmentation du coût de la vie. Au fait, le ministre des Finances (M. Benson) et celui de la Consommation et des Corporations (M. Basford) n'ont laissé entrevoir aucun espoir qu'il baisserait dans un avenir rapproché.

[Traduction]

Si je pouvais continuer mes observations en français je le ferais mais je crains de ne pas être encore à la hauteur. Je suis plus à l'aise en anglais. Un de ces jours, pris de désespoir, je ferai tout mon discours en français et les députés devront subir mes erreurs grammaticales et rattraper mes faux pas. J'ai des opinions très arrêtées sur cette question et je sais que peu importe la langue que parlent les Canadiens, ils sont assaillis par les mêmes problèmes. La question des langues m'importe tout autant qu'au premier ministre et j'appuie le bill. Néanmoins, le gouvernement doit faire baisser le coût de la vie. Il devrait faire porter le plus lourd fardeau d'imposition par ceux qui sont le mieux en mesure de payer parce que c'est la voie de l'unité nationale. Lorsqu'on est injuste envers certains groupes la désunion nationale s'ensuit. Si le gouvernement veut que l'unité nationale règne au Canada il est préférable qu'il arrête l'augmentation du coût de la vie et qu'il fasse acquitter des impôts plus forts par ceux qui en ont les moyens. Il nous faut un bill sur les langues officielles mais il ne scellera pas l'unité à lui seul si d'autres problèmes ne sont pas réglés. Le gouvernement doit agir sur ces deux plans. Entre temps, il faut faire quelque chose contre la vie chère.

Lorsque, dans notre parti, nous parlons de la nécessité d'avoir certains services universels et lorsque nous demandons au gouvernement de ne pas adopter une mesure rétrograde en appliquant l'évaluation des moyens à ces services sociaux que nous avons obtenus de haute lutte, cela provoque un tollé général à la Chambre, sur les bancs du gouvernement. Les députés demandent «Accorderiez-vous ces services à des millionnaires?» Bien sûr que je le ferais, mais j'autoriserais les ordinateurs à reprendre tout l'argent dépensé. Je reprendrais cet argent sous forme d'impôts sur le revenu et sur les sociétés, des impôts

qui se fonderaient sur les disponibilités du contribuable. Cependant, lorsque certains d'entre nous demandent: «Imposeriez-vous des taxes additionnelles à nos millionnaires?» C'est un cri général: «Non, non, mille fois non, nous ne prendrons rien à nos millionnaires. Nos pauvres millionnaires gémissent maintenant sous le poids de leurs impôts. Nous n'osons pas les augmenter.»

Puis-je me référer à un article au sujet de la MacMillan Bloedel, société qui exerce ses activités dans ma région. L'article figure dans le *Monetary Times* de juin 1969, en voici un extrait:

• (5.30 p.m.)

La MacMillan Bloedel Co., société géante, a l'importance (ventes pour 1968: 584.5 millions de dollars), la diversité (bois de construction, pulpe, papier, emballage) et l'envergure internationale. Bien que ses revenus, ses profits et ses marges de bénéfice soient légèrement inférieurs à ceux des autres producteurs de la côte ouest, ses revenus nets pour le premier trimestre ont monté de 39 p. 100, et en mars, d'après son président, M. John V. Clyne, 67 ans, la MacMillan Bloedel a réalisé le bénéfice d'exploitation le plus élevé depuis la fondation de la compagnie. Elle a réalisé un gain de 38.8 millions de dollars en 1968, en dépit d'un taux d'imposition formidable de 56 p. 100.

**Une voix:** Voilà du fric pour vous, M. Benson.

**Mme MacInnis:** Voilà où il devrait s'adresser. Ce n'est pas le taux formidable de 56 p. 100 qui compte, c'est plutôt ce qui vous reste une fois les impôts payés. Si en dépit de ce taux formidable de 56 p. 100, la MacMillan Bloedel réalise encore le bénéfice le plus élevé qu'elle ait jamais fait, cela veut dire que la MacMillan Bloedel ne paie pas assez d'impôts. Je puis certifier qu'il en est de même pour beaucoup de grandes entreprises canadiennes.

Nous ne voulons pas pressurer les riches. Nous voulons faire payer les gens suivant leurs moyens. La fiscalité doit être la façon de percevoir justement afin de distribuer justement les biens et les services dont nous avons besoin. Le rapport de la Commission Carter, qui a été mis en veilleuse et qui récolte des toiles d'araignée, contenait un excellent principe fiscal: faire payer chacun selon ses moyens. Tôt ou tard, il faudra que l'on tire ce rapport des archives. Quand les Canadiens constateront que l'injustice a la vie dure, ils seront bouleversés par cette mesure et celles qui lui ressemblent.

Je reçois chaque jour des douzaines de lettres. J'ignore quelle sorte de lettres le ministre reçoit de ses électeurs, mais celle-ci, que j'ai reçue ce matin, est typique. Elle est signée par un ancien combattant et en voici un extrait:

La plupart des gens ont besoin d'argent et les pensionnés trouvent les temps difficiles. La mesure des prix leur pèse lourdement, et le moindre relèvement des salaires se traduit chaque fois par